

Avis d'appel public à la concurrence

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

Ville de Borgo

Personne responsable du marché : Le maire, Mme Natali Anne-Marie

Adresse : centre administratif, route de la gare BP 31 20290 Borgo

Tel : 04.95.58.45.45 – **Fax** : 04.95.36.15.33

Courriel : contact@mairie-borgo.fr

Site web : <https://www.ville-borgo.com>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.achatspublicscorse.com>

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Services généraux des administrations publiques.

Objet du marché

Le présent marché public concerne l'entretien annuel des revêtements des aires sportives et ludiques de la Ville de Borgo.

Type de marché

Marché de services

Catégorie de services : 1.

Nomenclature CPV - Objet principal : 77320000

Lieu d'exécution : Territoire communal, 20290 Borgo.

Code NUTS : -FRM02.

Secteur d'activité : Travaux de construction, BTP | Agriculture et espaces verts

Mode de dévolution : Conformément aux dispositions de l'article R 2113-1 de la commande publique, le pouvoir adjudicateur passe un marché unique.

Type de procédure : Procédure établie en application du Code de la Commande Publique.

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles R.2131-12 2° et R.2123 du Code de la Commande Publique

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : conformément aux articles R.3162-1 à 6 et R.2162-13 à 14 du Code de la Commande Publique, les prestations donnent lieu à un accord cadre mono attributaire à bons de commande dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante :

N° de lot- Désignation -Maximum annuel

Valeur estimée (H.T.) maximum : 110 000 euros.

Caractéristiques principales :

Unité monétaire : Euro €

Langue du marché : les candidatures, les offres et l'ensemble des documents de présentation seront rédigés en langue française.

Renseignements relatifs aux lots :

Lot(s) 1. - entretien annuel de terrain de foot en gazon naturel.

Les prestations du présent lot comprennent l'entretien d'un terrain de football engazonnés.

Coût estimé (HT) : entre 0 euros et 50 000 euros.

Durée : 12 mois à compter de la date de notification du marché.

C.P.V. - Objet principal : 77320000.

Mots descripteurs : Entretien de pelouses sportives

Lot(s) 2. - entretien annuel des aires sportives et ludiques en gazon synthétique.

Les prestations du présent lot comprennent l'entretien de 2 terrains synthétiques de grand jeu, d'un mini stade et d'une aire ludique en milieu scolaire.

Coût estimé (HT) : entre 0 euros et 60 000 euros.

Durée : 12 mois à compter de la date de notification du marché.

C.P.V. - Objet principal : 77320000.

Mots descripteurs : Entretien de pelouse sportive

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : oui.

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Durée du marché & calendrier

Durée du marché : 1 an

Nombre de reconductions éventuelles : 2

Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis.

Les lots débutent à compter de leur notification et au plus tôt le 07/06/2020 pour une durée de 12 mois. L'accord-cadre est reconductible de manière tacite 2 fois, pour une période de 12 mois, soit une durée maximale de 36 Mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions du Code de la Commande Publique. Le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de non-reconduction de l'accord-cadre. La notification de cette décision doit intervenir 3 mois avant la fin de la période de validité en cours.

Date limite de réception des offres : 19 juin 2020, à 11 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- Valeur technique : 60 %

- Organisation et moyens humains mis en œuvre pour le respect des plannings d'interventions (25%),
- Organisation et moyens matériels pour assurer les prestations et leur suivi (25%),
- Organisation et moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de l'environnement durant la prestation (10%) :

- Prix : 40 %.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Mode de financement : fonds propres, budget de fonctionnement.

Mode de paiement : virement bancaire (mandat administratif).

Délai de paiement : 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur. En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R.2142-3 du Code de la Commande Publique.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire [DC1](#), ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1,

L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail).

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTI1) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail ;
 - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : OUI

Autres renseignements :**Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :**

Marché public entretien annuel des aires sportives et ludiques

Renseignements complémentaires : conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les trois candidats ayant présenté les trois (3) offres économiquement les plus avantageuses après analyse au regard des critères de jugement des offres. Ces négociations pourront porter sur l'ensemble des éléments de l'offre (prix, qualité, délai, organisation...) et se feront soit par écrit (mail, courrier) soit lors d'un entretien de négociation auquel les candidats retenus seront conviés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales.

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Réponse électronique obligatoire.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Bastia

Chemin Montepiano-20407 Bastia cedex -Tel : 04.95.32.88.66 - Fax : 04.95.32.38.55

Courriel : greffe.ta-nastia@juradm.fr

Documents de la consultation et remise de plis :

Téléchargement gratuit du dossier de consultation (DCE) et de l'avis sur la plateforme profil de l'acheteur : <https://www.achatspublicscorse.com>

Il est conseillé au soumissionnaire de renseigner une adresse mail afin d'assurer une correspondance électronique durant la procédure

Les modalités de transmission sont décrites dans le règlement de consultation.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou transmettre l'offre sur la plateforme, une assistance téléphonique est disponible du lundi au vendredi et de 9h à 12h30 puis de 14h à 18h au 0892 434 363 (0.34€/min)

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25 mai 2020.

